



CTPM « CONDITIONS DE VIE AU TRAVAIL » DU 03/10/ 2011 FORT ENJEU - REPONSES MINIMALISTES

Depuis plusieurs mois, les agents des ministères économique et financier payent un lourd tribut à la mise en œuvre des réformes régressives. Plus généralement, une dégradation sans précédent des conditions de vie au travail frappe l'ensemble des personnels de « Bercy ». Suicides, tentatives de suicides, agressions et souffrance au travail ne les ont pas épargnés. À ce titre les fédérations syndicales des Finances ont obtenu la tenue d'un CTPM « conditions de vie au travail » qui devait être présidé par les Ministres Mme Péresse et M. Baroin.

En séance, les fédérations ont donc porté un cahier revendicatif très exigeant s'appuyant notamment sur :

- L'établissement d'urgence d'un bilan contradictoire des réformes en cours ;
- L'arrêt immédiat des plans pluriannuels de suppressions d'emplois ;
- La réaffirmation de l'absence de mobilité contrainte et forcée des personnels dans leurs dimensions géographiques et professionnelle ;
- La définition d'un plan pluriannuel de recrutement, de requalification des emplois et d'amélioration des rémunérations bénéficiant à l'ensemble des personnels ;
- Le maintien d'une politique d'action sociale de haut niveau ;
- La consolidation et le développement de l'ensemble du réseau Hygiène et Sécurité, la mise à disposition des moyens nécessaires à la prévention des risques professionnels en matière d'hygiène et sécurité et de conditions de travail des futurs CHSCT départementaux (y compris par la préservation de leurs caractères de proximité et d'interdirectionnalité), en garantissant voire en améliorant le niveau du budget hygiène et sécurité.

M. Baroin s'est fait excuser.

Tout en reconnaissant que **« nul ne peut le contester, comme dans tout processus de changement, certaines réformes modifient l'organisation du travail, parfois profondément »**, Mme Péresse a apporté de bien modestes réponses en retour, dont certaines déjà actées par ailleurs (groupe de travail, CHSM..). Selon la ministre, **« les réformes doivent être accompagnées, expliquées et concertées »**...

Si les fédérations ont pris acte :

- De la consolidation en 2012 des moyens budgétaires alloués aux politiques ministérielles d'hygiène et de sécurité, d'action sociale ;
- De la création d'un correspondant « qualité de vie au travail » par direction ;
- De la création d'un 18e poste d'inspecteur hygiène et sécurité ;
- Du recrutement d'un/une psychologue du travail ministériel ;
- De La mise en place au niveau ministériel et dans chaque direction générale d'un CT annuel dédié à la sécurité, la santé au travail et à l'organisation du travail ;
- De la création d'un CHS-CT spécial enquêteurs de l'Insee ;
- De la création de 40 réservations de berceaux supplémentaires en 2012 ;
- De l'engagement de réservation de 180 logements par an jusqu'en 2014 ;
- De la mise en place d'un prêt « étudiant », pour les parents ayant des enfants poursuivant des études supérieures.

Pour autant, elles constatent dans le même temps que rien ne change fondamentalement et que la Ministre justifie au nom de la rigueur budgétaire :

- Les politiques pluriannuelles de suppression d'emplois (- 3232 en 2012) ;
- Le gel de la valeur du point d'indice ;
- La réforme de l'État (REATE) ;
- La mise à mal de la dimension ministérielle du réseau hygiène et sécurité (une majorité de CHS CT locaux ne concernera qu'une seule direction).

Les fédérations ont refusé unitairement, lors du CTPM de l'après midi, de débattre du projet de budget pour 2012, et ont par ailleurs voté contre le projet de cartographie des futurs CHS-CT.

Les fédérations CGT, Solidaires, FO, et CFDT invitent les agents de Bercy quel que soit leur statut à rester mobilisés pour qu'enfin des réponses concrètes soient apportées à leur légitime revendication d'amélioration de leurs conditions de vie au travail.